Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
7 DEC. 1956

ML. coordinatsi (1) L. 5483/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 6 novembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, en vue de combattre l'évasion fiscale", a donné le 21 novembre 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e november 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de op 15 januari 1948 samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen tot bestrijding van de fiscale ontwijking", heeft de 21e november 1956 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

S'il subit la modification proposée par le projet, l'article 30 bis, 3°, alinéa 1er, a, des lois coordonnées sera rédigé comme suit :

"a. au profit du contribuable masculin à partir de l'âge de 65 ans ou du contribuable féminin à partir de l'âge de 60 ans;".

L'intention du Gouvernement n'est pas que la rente soit acquise dès l'âge de 65 ans, mais bien que la rente soit exigible au plus tôt à cet âge.

Le texte actuel, en prévoyant une faculté d'anticipation, fait ressortir que l'âge de 65 ans constitue un âge minimum. Plutôt que de supprimer simplement cette faculté, le projet devrait, pour sauvegarder le sens de la disposition, la reprendre en ces termes:

"1°. Le 3°, alinéa 1er, a, est remplacé par la disposition suivante :

a. au profit du contribuable masculin à partir d'un âge qui ne peut être inférieur à 65 ans ou du contribuable féminin à partir d'un âge qui ne peut être inférieur à 60 ans".

L'article 1er, 2°, du projet tend à immuniser "les sommes affectées à l'amortissement d'emprunts hypothécaires ... garantis par une assurance temporaire au décès à capital décroissant".

.../...

Dans le cas envisagé, l'annuité à payer par l'emprunteur se décompose comme suit :

1° les intérêts sur le montant de sa dette dont la contre-valeur n'est pas immunisée à la taxe professionnelle mais bien à l'impôt complémentaire personnel;

2° la prime d'assurance-vie qui est immunisée à la taxe professionnelle par l'article 30bis, 3°, alinéa 1er;

3° le remboursement annuel à valoir sur le capital emprunté qui est immunisé par la disposition nouvelle.

Le projet accorde l'immunité à ces remboursements, "dans les mêmes conditions" que celles énoncées à l'alinéa 1er du 3°. Cependant, bien que le remboursement d'un emprunt hypothécaire ait, pour le patrimoine de l'épargnant, le même résultat que la constitution d'un capital, le Gouvernement n'entend pas exiger que l'échéance du remboursement ultime ne puisse se placer avant l'âge de 65 ou 60 ans prévu au 3°, alinéa 1er, a.

Le texte destiné à devenir le nouvel alinéa 2 du 3° devrait dès lors commencer par les mots : "Sont également immunisées, aux conditions prévues à l'alinéa 1er, b, du présent 3°, les sommes ... ".

Le nouvel alinéa 3 du 3° renforce les conditions restrictives de l'octroi de l'immunité. Si le contribuable a souscrit plusieurs contrats, ceux-ci doivent expirer "normalement" au cours de la même année. La disposition a pour but d'éviter le fractionnement des échéances de divers capitaux qui seraient taxés séparément, de manière à bénéficier de taux réduits.

.../...

L'adverbe "normalement" est imprécis. Son emploi est de nature à ouvrir la porte à des discussions dans le domaine des contrats où la volonté des parties peut se donner libre cours. Le mot "normalement" n'apparaît pas avoir d'utilité juridique et devrait être omis.

Dans la même phrase, le mot "expirant" gagnerait à être remplacé par "prenant fin".

A l'article 1er, 3°, du projet, le mot "réduction" apparaît improprement employé. On devrait reprendre l'alinéa entier ainsi qu'il suit :

"La limite des versements immunisés est respectivement portée à 15 p.c. , 9 p.c. et 60.000 francs, lorsqu'il s'agit de personnes nées avant le 1er janvier 1900".

Article 2.

Cet article emploie le mode conditionnel pour faire ressortir l'éventualité limitée de son application. Il doit cependant s'insérer dans l'article 32, § 1er, des lois coordonnées, qui utilise l'indicatif. Par souci de concordance avec le contexte, c'est le mode indicatif qui devrait être employé par le projet.

.../...

Article 3.

Le projet établit une taxe mobilière supplémentaire "sous réserve de l'application de l'article 26,§ 4". Par ces derniers mots, le Gouvernement entend que la taxe supplémentaire ne puisse frapper les sommes qui n'auront pas été admises comme charges professionnelles par application de l'article 26, § 4.

La portée du nouvel article 34, § 4, serait plus clairement établie s'il commençait en ces termes :

"Hormis les cas où il est fait application de l'article 26, § 4 ... ".

Le projet vise les "autres titres constitutifs d'emprunts". Ces mots dépendent grammaticalement de "revenus" et devraient être précédés de la préposition "d'".

La dernière phrase de l'article 3 pourrait être plus simplement rédigée ainsi qu'il suit :

"L'article 14, § 2, n'est pas applicable à cette taxe".

Article 4.

Sans observation.

.../...

Article 5.

La référence de la disposition nouvelle à l'alinéa qui la précédera, c'est-à-dire à l'article 70, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées, pourrait faire croire que l'obligation de fournir une garantie réelle ou une caution personnelle ne vaut à l'égard des organisateurs de jeux de casino que pour autant qu'ils aient des sièges d'opérations ou des établissements quelconques à l'étranger ou dans la colonie.

Comme telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il conviendrait, dans un but de clarté, que l'article 5 soit rédigé comme suit :

"L'article 70, § 1er, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

§ 1er. Pour l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu des présentes lois coordonnées, une garantie réelle ou une caution personnelle, agréée par l'administration des contributions, doit être fournie:

1° par les sociétés belges par actions et autres redevables ayant des sièges d'opérations ou des établissements quelconques à l'étranger ou dans la colonie;

2° par les personnes physiques ou morales qui organisent des jeux de casino, ainsi que par les associés actifs des sociétés prévues à l'article 35, § 4, qui organisent des jeux de casino.

Les conditions de l'agréation sont déterminées par arrêté royal".

.../...

Article 6.

Conformément à l'article 2 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les impôts de l'exercice doivent être enrolés avant le 31 mars de l'année suivante.

Par dérogation à cette disposition, l'article 74 des lois coordonnées donne à l'administration un délai supplémentaire pour réclamer l'impôt lorsque le contribuable a commis une négligence ou une erreur. Le délai est alors de trois ans à partir du 1er janvier de l'exercice, lorsque la déclaration est tardive, fait défaut ou mentionne un revenu inférieur au revenu réel du contribuable.

A ces cas de négligence et d'erreur, le projet entend assimiler celui des contribuables qui ont fait une déclaration en tous points exacte et régulière, lorsque leur exercice comptable ne coïncide pas avec l'année civile.

Les motifs invoqués par le Gouvernement ne justifient pas à l'égard des contribuables la différence de régime qui leur est appliquée selon qu'ils clôturent leurs écritures au 31 décembre ou à une autre date. Le choix d'un exercice comptable dépend

.../...

de particularités propres à chaque entreprise et certains commerçants éprouvent des difficultés à faire leur inventaire à la veille des fêtes du Nouvel An.

Le Gouvernement désire que l'administration puisse, après avoir reçu la déclaration, disposer dans tous les cas d'un certain délai pour enrôler l'impôt. Ce but pourrait être atteint de deux façons :

1° en s'inspirant de l'article 61, § 3, par une disposition qui donnerait à l'administration un délai minimum de six mois à partir de la réception de la déclaration et qui trouverait sa place dans l'article 54 des lois coordonnées;

2° en modifiant l'assiette de la taxe professionnelle dans l'article 32, § 1er, des lois coordonnées dont l'alinéa 1er pourrait être rédigé comme suit :

"La taxe sur les bénéfices et profits visés aux 1° et 3° du § 1er de l'article 25 est établie sur les revenus constatés ou présumés soit de l'année antérieure, s'il s'agit de redevables tenant une comptabilité par année civile, soit de l'exercice annal clôturé dans les huit premiers mois de l'année courante ou dans les quatre derniers mois de l'année antérieure, s'il s'agit d'autres redevables".

.../...

Article 7.

Le 1° de cet article a pour objet d'introduire la mention de l'article 31, § 3, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus parmi les dispositions dont l'inobservation est punie d'une amende de 1.000 à 20.000 francs par l'article 77, § 1er, des mêmes lois coordonnées.

Le Gouvernement veut ainsi voir appliquer cette peine à l'employeur qui ne remet pas au service de taxation compétent, les fiches de rémunération et la liste nominative de son personnel, ainsi qu'il est prescrit à l'article 20 de l'arrêté royal du 22 septembre 1937, modifié par l'arrêté royal du 20 mars 1951. Selon l'exposé des motifs, l'article 20 précité constitue l'exécution de l'article 31, § 3 des lois coordonnées.

Ce dernier article ne semble cependant pas avoir cette portée. L'alinéa 1er donne aux employeurs, redevables de la taxe professionnelle, le droit de retenir la taxe sur les revenus imposables. Il ne leur impose aucune obligation, mais se borne à instituer une faculté et règle par voie de conséquence les difficultés qui pourraient s'élever entre employeurs et salariés. L'alinéa 2 prévoit qu'"un arrêté royal déterminera le mode de retenue de la taxe". L'article 9, 5°, du projet vise à ajouter les mots "et de versements" après le mot "retenue". Qu'il soit ou non ainsi amendé, l'alinéa 2 ne donne pas au Roi le pouvoir d'imposer aux redevables de la taxe, la remise de fiches et de relevés récapitulatifs à un moment où toutes les retenues effectuées ont déjà été versées au Trésor, c'est-à-dire à un moment où le redevable a rempli toutes les obligations que l'article 31 des lois coordonnées lui impose.

.../...

L'article 20 de l'arrêté royal du 22 septembre 1937 oblige l'employeur à fournir les fiches de rémunération de son personnel, même si les rémunérations ne sont pas, par suite de leur modicité, imposables à la taxe professionnelle. La généralité des termes employés et l'emploi fait à l'article 18, alinéa 2, n° 2 du même arrêté royal, des mots "le cas échéant" ne laissent pas de doute à cet égard. Dans ce cas, l'employeur ne sera pas redevable de la taxe, puisqu'aucune taxe n'est due et l'obligation que l'article 20 lui impose ne peut être considérée comme étant l'exécution de l'article 31, § 3, des lois coordonnées.

Pour atteindre le but que se propose le Gouvernement, il conviendrait, dès lors, de modifier l'article 31, § 3, alinéa 2,comme suit :

"Le Roi détermine le mode de retenue et de versement de la taxe et prescrit les déclarations que doivent faire les débiteurs des revenus désignés à l'article 25, § 1er, 2°".

Dans le texte français du 2° de l'article 7, il faut lire : "le § 2 est complété ..." et non "le § 3 ...".

Article 8.

La disposition dont le projet veut faire le deuxième alinéa de l'article 29, § 2, des lois coordonnées n'a aucun rapport avec le texte qu'elle serait appelée à suivre. Celui-ci ne concerne en effet que les avantages en nature. Il conviendrait, dès lors, que la disposition nouvelle soit introduite au sein de l'article 29 des lois coordonnées sous forme d'un paragraphe 1er bis.

.../...

Article 9.

La phrase liminaire du 1° de cet article comporte une erreur matérielle. Les mots "le § 1er, b, alinéa 1er" devraient être remplacés par : "le § 1er, alinéa 1er, b, ...".

Le nouveau texte prévu pour le b, met la redevabilité de la taxe professionnelle à charge de ceux "qui payent ou attribuent en Belgique des revenus visés à l'article 25, § 1er, 2°, ...", alors que le texte actuel la met à charge de ceux "qui, à titre de débiteurs des revenus désignés au 2° du § 1er de l'article 25, les payent en Belgique, ...".

La suppression des mots "à titre de débiteurs" et l'insertion du mot "attribuent" doivent avoir pour effet, dans l'intention du Gouvernement, d'englober parmi les redevables de la taxe, les employeurs qui ne versent pas de salaire à leurs employés mais se bornent à répartir les pourboires qu'ils ont reçus de la clientèle.

L'article 9, 1°, du projet risquerait, vu la généralité de ses termes, de dépasser le but limité indiqué par l'exposé des motifs. Il pourrait être invoqué pour constituer redevables de la taxe, les établissements de crédit et les banquiers qui payent les revenus professionnels sur ordre des employeurs.

L'emploi du mot "attribuent" dans une acception différente de celle reconnue au mot "attribution" par l'article 21 des lois coordonnées ne paraît guère possible.

.../...

Les employeurs visés par l'exposé des motifs sont les dépositaires de sommes reçues de la clientèle à titre de pourboire. Ils se déchargent de ce dépôt en répartissant ces sommes aux membres de leur personnel auxquels elles reviennent. Pour les constituer redevables de la taxe en tenant compte de leur situation juridique, il serait préférable de remplacer l'article 31, § 1er, alinéa 1er, b, par la disposition suivante :

"b) qui, à titre de débiteurs ou de dépositaires des revenus désignés à l'article 25, § 1er, 2°, les payent ou les répartissent en Belgique, même si les bénéficiaires résident à l'étranger ou dans la Colonie;".

Article 10.

Les alinéas 2 et 3 du 1° de cet article constituent des dispositions transitoires qui ont pour but de régler les conséquences qui découlent au point de vue fiscal des limitations nouvelles apportées à l'application de l'immunité sur les versements d'assurance-vie. Ces dispositions transitoires devraient trouver leur place dans un article distinct de celui qui prévoit l'entrée en vigueur du projet.

La première de ces dispositions serait plus clairement rédigée comme suit :

"Les pensions, les rentes, les capitaux et les valeurs de rachat des contrats d'assurance-vie, constitués en tout ou en partie au moyen des retenues et versements visés soit à l'article 29, § 3, soit à l'article 30 bis, 3°, seront exonérés d'impôts sur les revenus dans les cas où les nouvelles conditions mises à l'immunité par l'article 1er de la présente loi s'opposeront à ce que les versements sur les contrats en cours puissent continuer à bénéficier de l'immunité".

.../...

Le Conseil d'Etat observe que les dispositions transitoires n'empêcheront pas que certains contribuables puissent avoir des difficultés à continuer leurs versements lorsque la charge de ces versements se trouvera accrue par suite de la suppression de l'immunité fiscale.

Si les contribuables dont les versements ont pour but la constitution d'un capital auront toujours la possibilité soit de racheter leur contrat, soit d'en demander la réduction, il n'en sera pas de même de ceux qui ont contracté un emprunt assorti d'une assurance sur la vie et qui ne peuvent différer leurs obligations de remboursement .

A l'égard de l'article 10, 4°, il importe de relever que le Gouvernement n'a pas l'intention de rendre passible d'une peine les employeurs qui n'auraient pas respecté les prescriptions réglementaires antérieurement au jour de publication de la loi au Moniteur belge. Pour éviter à cet égard tout effet rétroactif à la disposition, il conviendrait de remplacer le mot "constatée" par "commise". Exposer à des peines les auteurs de faits qui seraient constatés postérieurement à la publication de la loi alors que ces faits n'étaient pas punissables au moment où ils ont été commis, serait battre en brèche un principe général de notre droit qu'énonce en matière pénale, l'article 2, alinéa 1er, du Code pénal.

Artikel 1.

Indien artikel 30 bis, 3°, eerste lid, a, van de samengeordende wetten de door het ontwerp voorgestelde wijziging ondergaat, zal het als volgt worden gelezen :

"a. ten bate van de mannelijke belastingplichtige met ingang van de ouderdom van 65 jaar, of van de vrouwelijke belastingplichtige met ingang van de ouderdom van 60 jaar;".

De bedoeling van de Regering is niet, dat de rente vanaf de leeftijd van 65 jaar wordt verkregen, maar wel dat zij ten vroegste op die leeftijd opeisbaar wordt.

Met de mogelijkheid tot anticipatie die hij bevat, doet de huidige tekst uitkomen dat de leeftijd van 65 jaar een minimum-leeftijd is. Liever dan deze mogelijkheid zonder meer af te schaffen, zou het ontwerp deze bepaling, om de zin daarvan te bewaren, als volgt moeten overnemen:

"1° Het 3°, eerste lid, a, wordt door de volgende bepaling vervangen :

a. ten bate van de mannelijke belastingplichtige vanaf een leeftijd die niet beneden 65 jaar mag zijn, of van de vrouwelijke belastingplichtige vanaf een leeftijd die niet beneden 60 jaar mag zijn".

Artikel 1, 2°, van het ontwerp strekt tot het vrijstellen van "de sommen besteed aan de aflossing van ... hypotheekleningen ... gewaarborgd door een tijdelijke verzekering bij overlijden met afnemend kapitaal".

.../...

In het onder ogen genomen geval bestaat de door de geldopnemer te betalen annuïteit uit :

1° de interesten op het bedrag van zijn schuld, waarvan de tegenwaarde niet van de bedrijfsbelasting, maar wel van de aanvullende personele belasting is vrijgesteld;

2° de premie voor levensverzekering, die artikel 30 bis, 3°, eerste lid, van bedrijfsbelasting vrijstelt;

3° de jaarlijkse terugbetaling aan te rekenen op het ontleende kapitaal, dat door de nieuwe bepaling wordt vrijgesteld.

Het ontwerp staat vrijstelling voor deze terugbetalingen toe "in dezelfde voorwaarden" als die aangegeven in het eerste lid van 3°. Al heeft de terugbetaling van een hypotheeklening voor het vermogen van de spaarder hetzelfde resultaat als de vorming van een kapitaal, toch wil de Regering er geen eis van maken, dat de vervaldag van de laatste terugbetaling niet mag vastgesteld zijn vóór de in het eerste lid, a, van 3° gestelde leeftijd van 65 of 60 jaar.

De tekst die het nieuwe tweede lid van 3° zou worden, behoort als volgt aan te vangen : "Onder de voorwaarden gesteld in het eerste lid, b, van dit 3° worden eveneens vrijgesteld de sommen ...".

Het nieuwe derde lid van 3° versterkt de beperkende voorwaarden inzake het toestaan van vrijstelling. Indien de belastingplichtige verscheidene contracten heeft gesloten, moeten deze "normaal" in de loop van hetzelfde jaar verstrijken. Het doel van dit voorschrift is te voorkomen, dat de verscheidene kapitalen een verschillende vervaldag hebben en afzonderlijk worden belast, zodat zij voor tariefverminderingen in aanmerking komen.

.../...

Het bijwoord "normaal" is niet zeer duidelijk. Het laat ruimte voor betwisting op het gebied der contracten, waar de wilsovereenstemming tussen partijen vrij is. Het woord "normaal" lijkt dus geen juridisch nut te hebben en behoort te worden geschrapt.

In dezelfde volzin zou het woord "verstrijken" beter vervangen worden door "een einde nemen".

In artikel 1, 3°, van het ontwerp lijkt het woord "vermindering" minder juist gebruikt. Het ganse lid ware als volgt te lezen :

"De grens van de vrijgestelde stortingen wordt onderscheidenlijk op 15 t.h., 9 t.h. en 60.000 frank gebracht, wanneer het personen betreft die vóór 1 januari 1900 zijn geboren".

Artikel 2.

Dit artikel gebruikt de voorwaardelijke wijs om de beperkte mogelijkheid van toepassing te doen uitkomen. Het moet nochtans worden ingevoegd in artikel 32, § 1, van de samengeordende wetten, dat de aantonende wijs gebruikt. Voor de goede overeenstemming met de overige bepalingen, zou de aantonende wijs in het ontwerp moeten worden gebruikt

.../...

Artikel 3.

Het ontwerp heft een bijkomende mobiliënbelasting "behoudens de toepassing van artikel 26, § 4". Met deze woorden bedoelt de Regering dat de bijkomende belasting niet kan geheven worden op bedragen die bij toepassing van artikel 26, § 4, niet als bedrijfslasten zijn aangenomen.

De strekking van het nieuwe artikel 34, § 4, zou duidelijker uitkomen in de volgende lezing :

"Behalve in de gevallen waarin toepassing is gemaakt van artikel 26, § 4 ...".

Het ontwerp spreekt van "andere titels tot vestiging van leningen". Grammaticaal horen deze woorden bij "inkomsten", zodat het voorzetsel "van" best zou worden herhaald.

De laatste volzin van artikel 3 kan eenvoudiger als volgt worden gelezen :

"Artikel 14, § 2, is op deze belasting niet van toepassing".

Artikel 4.

Geen opmerkingen.

.../...

Artikel 5.

De verwijzing in het nieuwe voorschrift naar het voorgaande lid, dit wil zeggen artikel 70, § 1, eerste lid, van de samengeordende wetten, zou de indruk kunnen wekken dat de verplichting, een zakelijke zekerheid of een persoonlijke borgstelling te verstrekken, ten aanzien van inrichters van casinospelen alleen geldt indien zij bedrijfszetels of enigerlei inrichtingen in het buitenland of de kolonie bezitten.

Aangezien de Regering het anders bedoelt, dient artikel 5 duidelijkheidshalve als volgt te worden gelezen :

"Artikel 70, § 1, van dezelfde samengeordende wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 1. Voor het nakomen van de verplichtingen die hun krachtens deze samengeordende wetten zijn opgelegd, moet een door de administratie der belastingen aangenomen zakelijke zekerheid of persoonlijke borgstelling worden verstrekt door :

1° Belgische vennootschappen op aandelen en andere belastingschuldenaars die bedrijfszetels of enigerlei inrichtingen in het buitenland of de kolonie hebben;

2° natuurlijke of rechtspersonen, die casinospelen inrichten, alsook werkende vennoten van de in artikel 35, § 4, bedoelde vennootschappen, welke casinospelen inrichten.

De voorwaarden van aanneming worden bij koninklijk besluit bepaald".

.../...

Artikel 6.

Overeenkomstig artikel 2 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit moeten de belastingen van het dienstjaar vóór 31 maart van het daaropvolgende jaar worden ingekohierd.

In afwijking van dit voorschrift staat artikel 74 van de samengeordende wetten aan de administratie een bijkomende termijn voor het vorderen van de belasting toe in geval van nalatigheid of vergissing vanwege de belastingplichtige. De termijn is dan drie jaar, te rekenen van 1 januari van het dienstjaar, wanneer de aangifte te laat is ingediend, in het geheel niet is ingediend of een inkomen beneden het werkelijk inkomen van de belastingplichtige opgeeft.

Deze regeling voor gevallen van nalatigheid of vergissing nu, wil het ontwerp ook invoeren voor belastingplichtigen die een in alle opzichten juiste en regelmatige aangifte hebben gedaan, maar wier boekjaar niet met het kalenderjaar samenvalt.

Van het standpunt van de belastingplichtigen vormen de argumenten van de Regering geen voldoende verantwoording voor een verschillende behandeling, naargelang zij hun boeken op 31 december dan wel op een andere datum afsluiten. De keuze van een boekjaar is afhankelijk van de eigen behoeften van iedere onderneming en sommige handelaars ondervinden grote moeilijkheden om hun inventaris rond Nieuwjaar op te maken.

.../...

De Regering wenst dat de administratie bij de ontvangst van de aangifte altijd over enige tijd beschikt voor het inkohieren van de belasting. Dit doel kan zij op tweeërlei wijze bereiken :

1° door een bepaling in de aard van artikel 61, § 3, die aan de administratie een termijn van ten minste zes maanden zou geven vanaf de ontvangst van de aangifte; zulk een bepaling zou in artikel 54 van de samengeordende wetten kunnen worden ingevoegd;

2° door wijziging van de grondslag der bedrijfsbelasting in artikel 32, § 1, van de samengeordende wetten waarvan het eerste lid als volgt kan worden gelezen:

"De belasting op de onder 1° en 3° van § 1 van artikel 25 bedoelde winsten en baten wordt geheven op de vastgestelde of vermoedelijke inkomsten, hetzij van het vorig jaar, indien het belastingschuldenaars betreft die een boekhouding per kalenderjaar voeren, hetzij van het jaarlijks boekjaar dat in de eerste acht maanden van het lopende jaar dan wel in de laatste vier maanden van het vorige jaar is afgesloten, indien het andere belastingschuldenaars betreft".

Artikel 7.

Het doel van het 1° van dit artikel is, ook artikel 31, § 3, van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen te vermelden onder de voorschriften waarvan artikel 77, § 1, van dezelfde samengeordende wetten de niet-inachtneming met geldboete van 1.000 tot 20.000 frank straft.

.../...

Zodoende wil de Regering deze straf toegepast zien op de werkgever die de bezoldigingsfiches en de naamlijst van zijn personeel niet aan de bevoegde taxatiedienst bezorgt zoals voorgeschreven is in artikel 20 van het koninklijk besluit van 22 september 1937, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 maart 1951. Volgens de memorie van toelichting vormt dit artikel 20 de uitvoering van artikel 31, § 3, van de samengeordende wetten.

Deze strekking nu schijnt artikel 31, § 3, niet te hebben. Het eerste lid geeft aan de werkgevers, die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn, het recht de belasting op de belastbare inkomsten in te houden. Het legt hun geen verplichting op, maar stelt gewoon een mogelijkheid voor hen open, en regelt bijgevolg de moeilijkheden die tussen werkgevers en loonarbeiders kunnen rijzen. Het tweede lid zegt dat "een koninklijk besluit de wijze van aftrekking der belasting bepaalt". Artikel 9, 5°, van het ontwerp strekt om de woorden "en van storting" na het woord "aftrekking" in te voegen. Zelfs aldus geamendeerd, verleent het tweede lid aan de Koning geen bevoegdheid om de belastingschuldenaars te verplichten, fiches en samenvattende staten af te geven op een tijdstip waarop alle verrichte inhoudingen reeds aan de Schatkist zijn afgedragen, dit wil zeggen op een tijdstip waarop de belastingschuldenaar aan alle verplichtingen van artikel 31 van de samengeordende wetten heeft voldaan.

Artikel 20 van het koninklijk besluit van 22 september 1937 verplicht de werkgever, de bezoldigingsfiches van zijn personeel te bezorgen, ook al zijn de bezoldigingen wegens hun gering bedrag niet belastbaar in de bedrijfsbelasting. Het gebruik van algemene bewoordingen en van de uitdrukking "bij voorkomend geval"

.../...

in artikel 18, tweede lid, nr 2,van dat besluit laat hierover geen twijfel bestaan. In dit geval is de werkgever geen schuldenaar van de belasting, aangezien er geen belasting verschuldigd is, en kan de verplichting welke artikel 20 hem oplegt, niet worden beschouwd als de uitvoering van artikel 31, § 3, van de samengeordende wetten.

Om het door de Regering gestelde doel te bereiken, zou artikel 31, § 3, tweede lid, als volgt moeten worden gelezen :

"De Koning bepaalt de wijze van inhouding en storting van de belasting en schrijft voor welke aangiften de schuldenaars van de in artikel 25, § 1, 2°, aangewezen inkomsten moeten doen".

In de Franse tekst van 2° van artikel 7, leze men "le § 2 est complété ..." en niet "le § 3 ...".

Artikel 8.

De bepaling, welke het ontwerp als een tweede lid in artikel 29, § 2, van de samengeordende wetten wil invoegen, houdt geen verband met de tekst waarop zij zou moeten volgen. Deze tekst betreft immers alleen de voordelen in natura. Het nieuwe voorschrift zou dan ook als paragraaf 1 bis in artikel 29 van de samengeordende wetten moeten worden ingevoegd.

.../...

Artikel 9.

De inleidende volzin van 1° van dit artikel bevat een materiële vergissing. De woorden "de § 1, b, lid 1" moeten vervangen worden door "§ 1, eerste lid, b, ...".

Volgens de nieuwe tekst van b, zijn schuldenaars van de bedrijfsbelasting degenen "die in België bij artikel 25, § 1, 2°, bedoelde inkomsten betalen of toekennen, ..." terwijl de huidige tekst deze schuld legt op hen "die als schuldenaars van de inkomsten bedoeld bij 2° van § 1 van artikel 25, ze in België betalen ...".

Met het schrappen van de woorden "als schuldenaars" en het invoegen van de woorden "of toekennen" bedoelt de Regering te bereiken dat de werkgevers, die geen loon aan hun werknemers uitbetalen, maar de van de klanten ontvangen fooien gewoon verdelen, ook als schuldenaar van de belasting worden gerekend.

Artikel 9, 1°, van het ontwerp is in zulke algemene bewoordingen gesteld, dat het wellicht verder zou kunnen reiken dan het beperkte doel, dat in de

.../...

memorie van toelichting is aangegeven. Het zou kunnen worden ingeroepen om kredietinstellingen en banken die, op last van werkgevers, beroepsinkomsten uitbetalen, als schuldenaar van de belasting te doen aanmerken.

Het lijkt evenmin mogelijk, het woord "toekennen" in een andere betekenis te gebruiken dan die, welke de term "toekenning" heeft in artikel 21 van de samengeordende wetten.

De werkgevers, die de memorie van toelichting bedoelt, zijn bewaarder van de bedragen die de klanten als fooi hebben betaald. Zij ontdoen zich van deze bewaring door deze bedragen te verdelen over de leden van hun personeel aan wie zij toekomen. Om hen met inachtneming van hun rechtstoestand als schuldenaar van de belasting aan te merken, kan artikel 31, § 1, eerste lid, b, gevoeglijk door de volgende bepaling worden vervangen :

"b. die, als schuldenaar of bewaarder van de in artikel 25, § 1, 2°, genoemde inkomsten, deze in België uitbetalen of verdelen, zelfs indien de rechthebbenden in het buitenland of in de Kolonie verblijven".

.../...

Artikel 10.

Het tweede en het derde lid van 1° van dit artikel zijn overgangsbepalingen, tot regeling van de gevolgen welke de nieuwe beperkingen inzake de toepassing van de vrijstelling voor stortingen bij levensverzekering in fiscaal opzicht zullen medebrengen. Deze overgangsbepalingen horen evenwel thuis in een ander artikel dan datgene, dat de inwerkingtreding van het ontwerp vaststelt.

De eerstbedoelde bepaling zou duidelijker als volgt worden gelezen :

"Pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden van levensverzekeringscontracten, die geheel of gedeeltelijk zijn gevormd door middel van inhoudingen of stortingen bedoeld in artikel 29, § 3, dan wel in artikel 30 bis, 3°, zijn vrij van inkomstenbelastingen ingeval de in artikel 1 van deze wet gestelde nieuwe voorwaarden inzake belastingvrijdom verhinderen dat de stortingen op de lopende contracten verder belastingvrijdom genieten".

De Raad van State merkt op, dat de overgangsbepalingen niet zullen verhinderen dat sommige belastingplichtigen moeilijkheden kunnen ondervinden om hun stortingen voort te zetten, wanneer de last van die stortingen eenmaal zal zijn toegenomen ingevolge de afschaffing van de belastingvrijdom.

Terwijl het voor belastingplichtigen, wier stortingen bestemd zijn tot de vorming van een kapitaal, altijd mogelijk zal zijn of wel hun contract af te kopen,

.../...

of wel de vermindering daarvan te vragen, zal dit niet het geval zijn voor hen die een lening met levensverzekering hebben opgenomen en die hun verplichtingen tot terugbetaling niet kunnen uitstellen.

In verband met artikel 10, 4°, moge worden opgemerkt dat de Regering geen straffen wenst in te voeren voor werkgevers die de verordenende voorschriften niet mochten hebben nagekomen vóór de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad. Om in dit opzicht elke terugwerking uit te sluiten, dient de term "vastgesteld" te worden vervangen door "gepleegd". Indien daders van eerst na de bekendmaking der wet vastgestelde feiten aan straffen werden blootgesteld, hoewel die feiten niet strafbaar waren ten tijde dat zij werden gepleegd, zou dit betekenen dat aan een algemeen beginsel van ons recht, hetwelk voor strafzaken in artikel 2, eerste lid, van het Strafwetboek is vastgelegd, afbreuk zou worden gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.